Art. 2. — Sont également expropriés tous les droits mobiliers et immobiliers qui grèvent ou pourraient grever les parcelles de terrain susvisées.

Art. 3. — L'expropriation est déclarée urgente.

Art. 4. — Le ministre de l'équipement et de l'habitat est chargé

de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Fait à Tunis, le 24 janvier 1987
p. le Président de la République tunisienne
et par délégation
Le Premier ministre
RACHID SFAR

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

ATTRIBUTIONS

Décret n° 87-85 du 24 janvier 1987, modifiant le décret n° 86-1233 du 4 décembre 1986 portant attributions du ministère de l'agriculture.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne ;

Vu le décret n° 86-1233 du 4 décembre 1986, portant attributions du ministère de l'agriculture ;

Sur proposition du ministre de l'agriculture ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrétons :

Article premier. — Le paragraphe 9 de l'article 2 du décret n° 86-1233 du 4 décembre 1986 portant attributions du ministère de l'agriculture est abrogé et remplacé par le paragraphe ci-après.

Art. 2. — *Paragraphe 9 (nouveau)* — 9) assure la coordination et le suivi des opérations d'apurement foncier, et en relation avec le ministère de la production agricole et de l'agro-alimentaire, les opérations d'attribution des terres agricoles et de réforme des structures agraires.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Fait à Tunis, le 24 janvier 1987

p. le Président de la République tunisienne
et par délégation
Le Premier ministre
RACHID SFAR

STATUT PARTICULIER

Décret n° 87-86 du 24 janvier 1987, portant dérogation aux dispositions du décret n° 83-1217 du 21 décembre 1983 portant statut particulier du corps des médecins vétérinaires hospitalo-universitaires.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne ;

Vu le décret-loi n° 74-19 du 24 octobre 1974, organisant le régime des études vétérinaires, tel qu'il a été ratifié par la loi n° 74-95 du 11 décembre 1974 ;

Vu la loi n° 76-65 du 12 juillet 1976 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique ;

Vu la loi n° 80-85 du 31 décembre 1980, portant organisation des carrières de médecine vétérinaire en Tunisie ;

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif ;

Vu la loi n° 86-80 du 9 août 1986, relative aux universités ;

Vu le décret n° 78-963 du 7 novembre 1978, portant statut du cadre commun des médecins vétérinaires ;

Vu le décret n° 83-1217 du 21 décembre 1983, portant statut du corps des médecins vétérinaires hospitalo-universitaires ;

Vu l'avis des ministres de la fonction publique et de la réforme administrative, du plan et des finances et de l'éducation, de l'enseignement et de la recherche scientifique ;

Sur proposition du ministre de l'agriculture ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrétons :

Article premier. — A titre dérogatoire, les médecins vétérinaires ayant réussi aux épreuves de l'agrégation d'une école ou faculté dûment agréées par l'école nationale de médecine vétérinaire peuvent être intégrés, pendant une période de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 1986, dans le grade de maître de conférences agrégé hospitalo-universitaire en médecine vétérinaire.

Art. 2. — Les ministres du plan et des finances et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Fait à Tunis, le 24 janvier 1987

p. le Président de la République tunisienne
et par délégation
Le Premier ministre
RACHID SFAR

NOMINATIONS

Par décret n° 87-87 du 24 janvier 1987 :

Monsieur Moncef Chaker, ingénieur en chef est nommé ingénieur général.

Par décret n° 87-88 du 24 janvier 1987 :

Monsieur Mahmoud Ghelici, ingénieur en chef est nommé ingénieur général.

Par décret n° 87-89 du 24 janvier 1987 :

Monsieur Mustapha Lasram, ingénieur en chef est nommé ingénieur général.

Par décret n° 87-90 du 24 janvier 1987 :

Monsieur Mohamed Lahbib Ounallah, ingénieur en chef est nommé ingénieur général.

Par décret n° 87-91 du 24 janvier 1987 :

Monsieur Abdelaziz Bouzaidi, ingénieur en chef est nommé ingénieur général.